

Bertrand Pancher : "Macron manque de relais"

Le député du Sud meusien Bertrand Pancher se livre sans filtre. Cette semaine, il est monté à la tribune de l'assemblée nationale pour débattre à cœur ouvert sur la politique migratoire.



Bertrand Pancher entend rester un homme à la parole libre dans le paysage politique local ou national. Photo ER /Julien BÉNÉTEAU

L'immigration est au cœur de l'actualité nationale avec le débat ouvert à l'Assemblée nationale. Quel regard portez-vous sur ce sujet sensible ?

Je trouve que le Pape se montre très courageux sur ce sujet, car il s'intéresse avant tout au traitement humain de ce phénomène qu'il faut aborder avec rationalité. Rappelons que la France n'est en ratio par habitant que le 13e pays européen à accueillir des migrants. Aujourd'hui les frontières de l'Europe sont devenues les plus dangereuses du monde avec 1/8e (!) des migrants qui meurent en tentant de les franchir. Il faut plus que jamais aider au développement l'Afrique où 400 millions de personnes crèvent aujourd'hui de faim, alors que l'on ne consacre que 0,55 % de notre PIB. Mais petit-fils d'immigrés italiens par ma mère, que n'entendaient-ils pas, eux aussi, au début du XXe siècle ? Des vrais pestiférés inassimilables à l'époque selon un préfet du Nord ! Franchement, le climat actuel ressemble plus encore à celui d'entre deux guerres où certains emploient les mêmes termes utilisés à l'époque contre les juifs.

Vous coprésidez le groupe « Liberté et Territoires » à l'Assemblée nationale. Comment vous positionnez-vous aujourd'hui sur l'échiquier politique ?

Nous sommes un groupe minoritaire. Donc nous ne sommes pas dans l'opposition, mais nous sommes libres d'apporter notre soutien ou non à la politique du gouvernement. C'est d'ailleurs le vœu profond des citoyens qui ne veulent pas de députés godillots qui votent tous « pour » ou tous « contre ». Maintenant, il faut reconnaître que Macron a fait les bonnes et nécessaires réformes économiques au début de son mandat. Celles qui ont su redonner de la confiance aux investisseurs. Mais il doit faire plus encore sur les sujets sociaux, environnementaux (développement durable et humain) et de gouvernance. Et on a les moyens de les mettre en œuvre car il n'y a jamais eu autant de créations de richesse. Mais l'argent rend fou et les jeunes nous le rappellent violemment de nos jours.

L'écologie reste d'ailleurs au cœur de votre engagement...

J'étais d'ailleurs à l'Assemblée lors de la venue de Greta Thunberg. Je suis allé à sa rencontre pour lui dire : « Bravo, continuez ! Nous avons besoin que vous nous secouiez ! » Je suis comme à mes débuts en politique, un vrai révolté ! Surtout quand je vois que rien ne bouge notamment en France alors qu'il y a plein de choses simples à mettre en œuvre en matière de protection de l'environnement. Un exemple : la rénovation thermique des logements stagne à 100 000 par an alors qu'on devait atteindre 500 000 à 700 000. Non seulement cela économiserait de l'énergie mais ça créerait 400 000 emplois... !

La Procréation médicalement assistée pour toutes fait également débat dans la société ?

Je reste en tout cas troublé devant les risques d'eugénisme et plus globalement de manipulation de la vie. Après la PMA, la GPA viendra inéluctablement sur la table. Même si la loi proposée borde bien les limites et que le débat est apaisé, je ne sais pas encore quel sera mon vote sur le sujet.

La réforme des retraites est mise en débat par le président Macron. Comment abordez-vous cette problématique ?

Il faut déjà arrêter la tartufferie autour de l'âge de départ à la retraite ! La retraite par point en spécifiant dans le calcul diverses notions comme la pénibilité, vont dans le bon sens. Maintenant je m'interroge sur l'opportunité politique actuelle de tout faire en même temps, avec les risques que cela comporte, alors que je suis plutôt favorable à une politique des petits pas... D'autant plus que la France est bien différente depuis le mouvement des Gilets Jaunes. Macron a raison de se montrer prudent au regard de ce qui s'est passé à l'automne dernier. Il est certes brillant, mais cet épisode a montré qu'il manquait cruellement de relais dans les territoires. Il a certes lâché du lest budgétaire pour apaiser l'opinion, mais il ne prend pas du tout le chemin de la décentralisation que j'attends, tendant plutôt vers plus de déconcentration, autrement dit plus de pouvoir aux préfets... Or ce sont des gens de ces territoires, de l'intelligence collective que naissent les meilleures solutions.

Les élections municipales arrivent désormais à grand pas. Vous avez dû laisser votre place de maire de Bar-le-Duc à Martine Joly faute de pouvoir cumuler ces deux mandats.

Je me tiendrai en tout cas à la disposition de Martine pour l'aider. Je pense en tout cas qu'il est très important pour un parlementaire de garder un pied dans les conseils municipaux ou

intercommunaux pour faire avancer les dossiers du territoire comme cela a été le cas pour la RN135. Personnellement, je suis fier aussi d'avoir participé à la révélation de nos jeunes talents politiques en Meuse comme Arnaud Merveille et Atissar Hibour. Je les ai aidés à se faire une place. Et ce n'était pas facile ! Maintenant, je continuerai à faire de la politique parce que j'aime profondément les gens et je m'épanouis tant au niveau local que national. Mais je ne pense pas à ma réélection mais avant tout à un nouveau projet de société pour les jeunes que je remercie tous les jours. Ils nous poussent à agir. Il faut savoir incarner cette rupture.

Des investissements importants sont intégrés dans le projet de territoire de Cigéo. Comment abordez-vous ce dossier ?

Aujourd'hui ce sont déjà 300 à 400 emplois créés autour du laboratoire et le double si l'on compte les emplois indirects. Avec la création de Cigéo, il faudra compter 650 à 700 emplois directs en rythme de croisière et plus en emplois induits. Je suis de très près ce dossier, notamment avec le cabinet d'Emmanuelle Wargon. Il a pris beaucoup de retard, mais il est d'un grand intérêt économique pour la Meuse et la Haute-Marne.

De quoi renforcer l'attractivité de la Meuse ?

Grâce à l'essor d'Evobus à Ligny-en-Barrois ou de Safran à Commercy, et de l'activité des sous-traitants, le taux de chômage est déjà tombé à 7 % dans le Sud meusien. Quasiment le plein-emploi au regard des vrais problèmes de mobilité sur notre département. Les gens ne s'en rendent peut-être pas compte, mais c'est du jamais vu depuis le début des années 70 ! Maintenant, il faut poursuivre nos efforts sur l'apprentissage et la formation notamment de ceux qui se trouvent les plus éloignés de l'emploi, alors que bien des entreprises notamment du BTP peinent à recruter avec des métiers en grande tension.

Propos recueillis par Lionel MADELLA.

Est Républicain le 14/10/2019